

Questions orales

M. Lang: Monsieur l'Orateur, le Syndicat du blé a insisté sur le fait que la Commission canadienne du blé devait demeurer l'agent de distribution dans le reste du pays, et a proposé que le genre de système que nous avons adopté cette année pour la fixation des prix se poursuive une autre année, ainsi que certaines autres mesures que nous avons proposées. En parlant de prix minimum, mon distingué collègue voulait certainement faire allusion à la partie de notre politique qui s'intéresse au prix minimum garanti. Celle-ci comprend également le programme d'entreposage. C'est pourquoi j'affirme qu'on peut certainement espérer pouvoir discuter des avantages de notre proposition qui aurait laissé la Commission passablement maître du marché d'exportation et de la plupart des marchés intérieurs, mais aurait permis à une technique de fixation de prix aux consommateurs de jouer en leur faveur de façon plus artificielle. J'ai certainement l'esprit plus ouvert sur la question, comme toujours.

● (1150)

Des voix: Bravo!

M. Diefenbaker: Nul doute que le ministre a l'esprit ouvert, mais il n'en reste pas moins que la déclaration des syndicats du blé revient à dire que la politique du gouvernement est inacceptable. N'est-ce pas vrai qu'elle est inacceptable?

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. L'honorable député d'Oshawa-Whitby a la parole.

M. Diefenbaker: Monsieur l'Orateur, je demande une réponse, non un faux-fuyant ou une excuse. N'est-il pas vrai que les syndicats du blé de la Saskatchewan ont dit qu'ils n'accepteraient pas le programme gouvernemental.

M. Lang: Le fait est qu'ils ont affirmé accepter les principes qui constituent certainement l'essentiel de ce que nous avons accompli. Ils n'ont indiqué qu'une variation dans l'accomplissement de nos volontés, mais ce qui est plus important ils ont accepté le principe selon lequel pour un seul pays, un seul marché de grains suffit dans tout le pays.

Des voix: Bravo!

Des voix: Oh, oh!

M. l'Orateur: A l'ordre. La parole est à l'honorable député d'Oshawa-Whitby.

* * *

L'INDUSTRIE

LE SONDAGE RELATIF AU RISQUE DE PÉNURIE DE PRODUITS PÉTROLIERS—LE CAS DES FABRIQUES D'AUTOMOBILES—LA PUISSANCE DES DIVERS MODÈLES

M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser au ministre des Finances une question concernant l'étude effectuée la semaine dernière des 1,000 compagnies et les conséquences d'un déficit des

[M. Diefenbaker.]

fournitures de pétrole. Le ministre pourrait-il nous dire d'une façon générale quelles questions ont été posées à ces compagnies et quand le comité ministériel compte terminer son analyse des résultats de cette étude?

L'honorable Alastair Gillespie (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, j'aimerais répondre à cette question. Cette étude a été effectuée par mon ministère. Elle fait partie de la planification d'urgence dont l'annonce a été faite la semaine dernière par le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources concernant la Commission de répartition des approvisionnements énergétiques. Cette étude avait pour but de déterminer les répercussions possibles qu'auraient sur différentes industries situées dans différentes parties du pays une pénurie de carburants, de carburant diesel, de fuel domestique et d'huiles lourdes, en regard de la planification d'urgence. Nous faisons notre travail, monsieur l'Orateur.

M. Broadbent: Monsieur l'Orateur, le ministre pourrait-il nous dire quand il pense que le comité aura terminé son analyse des résultats de cette étude dont je crois savoir qu'elle est terminée. Le ministre peut-il nous dire quand l'analyse en sera terminée, assurer à la Chambre que les résultats de cette analyse et les dispositions que le gouvernement entend prendre seront révélés au public?

M. Gillespie: Monsieur l'Orateur, il s'agit d'une analyse permanente.

Une voix: Continuez à vous documenter.

M. Gillespie: Si vous voulez attendre la réponse, je vais vous la donner. Je sais que certains députés d'en face estiment cette question grave.

M. Hees: Traitez-la sérieusement et cessez de plaisanter sur votre travail de documentation.

M. Gillespie: Peut-être certains se rendront compte pourquoi il est nécessaire de mettre sur pied la Commission de répartition des approvisionnements énergétiques. Peut-être alors comprendront-ils que s'il faut aller jusque-là, il faut également obtenir certains des faits qui détermineront les contingentements.

M. Broadbent: Monsieur l'Orateur, j'ai une dernière supplémenteaire pour le ministre. Pourrait-il dire à la Chambre si l'industrie de l'automobile a été incluse dans cette enquête et plus particulièrement si son ministère détermine quels modèles d'autos quant à la puissance sont fabriqués au Canada puisque 60 p. 100 de cette production va aux États-Unis et qu'il pourrait y avoir une baisse des emplois si les ventes diminuaient de beaucoup? A-t-on essayé de déterminer quels modèles sont produits et quelles pourraient être les conséquences pour cette industrie de la pénurie de pétrole?

M. Gillespie: Nous avons communiqué avec les fabricants puis avec les présidents des usines dans les 24 dernières heures précisément au sujet de cette question.

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. La présidence donnera la parole au député de South Shore.